

Le Quotidien
de Paris
22/4/93

Les drames de la vallée du refuge

Chassés par la guerre civile qui ravage leur pays, neuf cent mille Rwandais survivent dans des camps, qui se mettent à pilluler sur ce territoire minuscule. Le Rwanda est devenu totalement dépendant de l'aide humanitaire, abondamment détournée par l'armée.

De notre envoyé spécial
au Rwanda
Henri VERNET

DE nuit, l'approche sur Kigali offre un tableau saisissant : au sortir d'un village, brusquement, les collines invisibles s'embrasent. Le rougeoiement d'une myriade de feux de camp constelle l'horizon. De jour, c'est un désastre. L'entassement, à perte de vue, de milliers de cahutes, misérables amas de terre et de feuillages, qui englobent colline après colline. Les réfugiés, adoptant le vocabulaire des ONG (organisations non gouvernementales), les appellent bizarrement des « blindés ». Si elles ont l'aspect compact, rien de moins protecteur, en revanche, en pleine saison des pluies, que ces mini-paillottes de deux mètres sur trois. Un « toit » pour quelques couches jetées sur la terre humide.

Trois cent cinquante mille paysans rwandais, qui ont fui les combats au nord du pays, survivent dans cette « vallée du refuge », aux portes de Kigali, depuis deux ans et demi. Forêts et cultures, en maints endroits, ne sont plus qu'un souvenir couvert de cendres. En février, la reprise des hostilités entre la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) et les forces gouvernementales de Kigali ont jeté six cent mille villageois de plus dans la nature.

Résultat, un habitant sur huit de ce pays surpeuplé (environ sept millions et demi d'habitants), dont la taille ne dépasse pas trois départements français, est un « déplacé ». En faveur desquels, depuis Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vient de lancer un appel d'urgence, dans le but de multiplier par dix son budget ad hoc d'assistance humanitaire.

Déjà l'un des plus pauvres d'Afrique, cet Etat enclavé de la région des grands lacs, saigné par une guerre civile à laquelle il consacre — officiellement — 45 % de son budget, est littéralement submergé par le problème. « Sans les ONG, les organisations internationales telles que le CICR ou le Programme alimentaire mondial (PAM) et les coopérants européens, il est clair que le chaos serait total », estime un membre de la « cellule de crise » qui, auprès du gouvernement rwandais, coordonne l'action des nombreux intervenants... et s'assure au passage, vaillamment, que vaillamment va bien à sa destination première.

Par exemple, aux trente-cinq mille « habitants » du camp de Giti, à une heure et demie de route et de piste au nord de la capitale, où Médecins du monde (MDM) a installé sa mission, « Installer est un grand mot, corrige le Dr Frédéric

Pujol, le coordinateur. Ici, la situation est si précaire, et l'emprise de la rumeur si forte que, d'un moment à l'autre, la masse des déplacés peut reprendre la route, émigrer vers un nouveau refuge. »

A Giti, le bourgmestre — maire —, qui a vu sa population doubler en quelques jours, affecte aux « humanitaires » le bureau de poste. Promu dispensaire, il voit grandir à son perron la file des consultants. Colique, rougeole chez les enfants, hâves et maigres dans les bras des mères. Dysenterie, gale et plaies diverses pour les adultes. Thierry Saladin, un généraliste dont c'est la première mission humanitaire, n'en revient pas : « Plus de deux cents consultations en une matinée... »

Bastonnade

Pour la plupart des paysans hutus (ethnie majoritaire au Rwanda), ces réfugiés arrivent de villages de la région de Byumba, plus au nord vers la frontière ougandaise, où le FPR a opéré une percée. Le peu qu'ils n'ont pas abandonné derrière eux, quelques têtes de bétail surtout, ils le vendent, à des prix chaque jour plus dérisoires, pour survivre. Partout, le long des routes « macadamisées », sur les pistes cahoteuses, les sentiers qui courent



L'armée puise abondamment dans l'aide internationale.

des collines, c'est le spectacle de femmes et d'enfants ployant sous le bois de chauffage ou la précieuse canne à sucre.

Aux hommes, les distributions, souvent mouvementées, de couvertures ou de vivres par Caritas ou la Croix-Rouge. Inévitablement, un habitant du coin se glisse parmi les réfugiés. Ou parmi ces derniers, un malin parvient à rafler plusieurs fois sa part. Aux marchés voisins, la vente de produits ainsi détournés prospère ! Mais qu'un profiteur soit surpris, c'est de suite une bastonnade dont il ne sort vivant que par miracle...

Mais que pèsent ces rapines face au pillage organisé et systématique, à tous les échelons administratifs et militaires du Rwanda ? Près des trois quarts de l'aide seraient détournés, estime sous couvert d'anonymat une « source proche des bailleurs de fonds ». « Je n'ai jamais vu une telle avidité. Avec le spectacle de la misère sous leurs yeux, les notables et petits chefs ont quand même le cœur à se servir. Cela sent vraiment la fin de règne », commente un vétéran belge de l'assistance humanitaire.

Pour limiter les dégâts les donateurs, parmi lesquels la Communauté européenne, le Japon, la France, l'UNICEF et d'autres ont lancé un sévère avertissement au régime du général-président Haby-

rimana, imposant un contrôle minimal sur la manne. Il est vrai que les besoins, estimés à quelque 150 millions de dollars (environ 800 millions de francs), moitié pour l'aide d'urgence, moitié pour le retour des déplacés, équivalent au total des recettes budgétaires annuelles du Rwanda !

Fuyards

Premiers à se servir, dans cet Etat qui n'honore même plus ses facteurs d'eau et d'électricité, les militaires. Fin 1990, au début des combats les effectifs des Forces armées rwandaises (FAR) sont passés en un éclair de 5 000 à 35 000. Pour tenter de contrer l'offensive du FDR, « on a rafflé les paysans sur leurs collines, leur faisant miroiter exemption d'impôt et chaussures cloutées... »

Et surtout une double ration quotidienne de Primus, la bière locale. Dont la brasserie, près de la frontière zairoise, est défendue comme un site stratégique », affirme Faustin Twagiramungu, chef du Mouvement démocratique républicain (MDR), principale formation de l'opposition interne hutue. Nombre de réfugiés redoutent l'heure où, le soir et l'ébriété venant, les FAR se livrent, affirmant, au pillage et aux viols. Quand ce n'est pas l'exécution pure et simple

d'un « espion » présumé des rebelles.

La rébellion du Front patriotique n'échappe pas non plus aux critiques. « Comment justifier que tout un peuple ait fui devant une armée qui se prétend de libération », lance un diplomate occidental, soulignant que même des Tutsis, l'ethnie minoritaire (14 % des Rwandais) dans laquelle recrute de préférence le FPR, ont préféré l'exode. « Résultat, ce pays va se trouver tributaire de l'aide extérieure pour de longues années. Car d'ores et déjà, les récoltes de cette année sont perdues dans le Nord, le grenier du pays ».

Et sous les campements des réfugiés, couve le drame. Au Rwanda, du fait de l'exiguïté territoriale, chaque mètre carré est cultivé, jusqu'au sommet des collines. Les fuyards paralysent donc les champs des propriétaires locaux, ce qui finit par créer ici et là des frictions. Pire, le déboisement accéléré — pour édifier les masures et se chauffer — aura des conséquences sur l'érosion des collines. Dur constat pour le Rwanda dont les cultures vivrières, le thé et le café sont les maigres richesses.

Plus déplorable apparaît encore la situation dans la « zone-tampon », cette bande conquise puis abandonnée par le FPR conformément au cessez-le-feu du 7 mars. Elle sépare les gouvernements des rebelles. Nul n'y garantissant la sécurité, ni les ONG, ni la Croix-Rouge, ni bien sûr les services médico-sociaux rwandais n'y mettent les pieds. Laisant la population qui n'a pas voulu ou pas pu fuir livrée à elle-même, ou plutôt au banditisme de toute origine. « Ce que nous voulons, avant même des vivres et des médicaments, c'est un accord de paix qui nous apporte un peu de stabilité, que nous puissions retourner aux champs l'esprit tranquille », supplie Casimir N. Cet enseignant de Kidaho, à deux pas de la frontière ougandaise, est l'un de ces « bourgmestres » installés par le FPR sur les territoires « libérés ». Selon lui, plus de 50 000 personnes végètent dans la zone-tampon.

Le danger des mines, aussi, réfrène ceux des villageois qui, bravant les consignes du gouvernement de Kigali, tentent le retour. Les pères blancs de la paroisse de Rwaza, au bord du lac Ruhondo, fustigent les officiels du FPR qui, sur leur « radio nationale », ont juré qu'il n'y avait plus de mines. « Depuis le 18 mars, j'ai enregistré vingt accidents, dont six mortels. Jusqu'aux abords d'une source qui ont été minés », s'indigne l'un de ces pères qui, connaissant la région comme leur poche, sont parmi les rares à s'aventurer entre les lignes des combattants.

Entre charnier et propagande

BYUMBA

Massacres de la minorité tutsie, élimination physique d'opposants, violations multiples des droits de l'homme. S'ajoutant à d'autres, le rapport publié le mois dernier par une commission internationale d'enquête au Rwanda cloue au pilori le régime Habyarimana (« le Quotidien » du 19 avril). Certains capitales occidentales, comme Bruxelles, ont réagi par un rappel de leur ambassadeur. A Kigali, la parade consiste à accuser à son tour — entretenant ainsi la psychose collective — la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR). Déportations vers l'Ouganda de dizaines de milliers de villageois et représailles massives seraient ainsi le lot des territoires « libérés ».

Le FPR a autorisé Médecins du monde et « le Quotidien » à passer sur son territoire. « Dans certains cas, c'est vrai, nous n'avons pas eu d'autre choix que l'Ouganda tout proche pour mettre à l'abri les habitants de villages situés dans la zone de combat », admet le commandant Karamé Karenzi, qui es-

time à « quelques milliers tout au plus » les personnes concernées. A l'abri seulement ? « J'ai passé un mois en Ouganda. Dans le camp, on avait cinq réunions politiques par semaine, tenues par des responsables FPR. Expliquant qui ils sont, ce qu'ils veulent, pourquoi le pouvoir d'Habyarimana est mauvais... », témoigne un paysan des environs de Kidaho. « Parmi nous, certains s'engageaient comme soldats... Ceux qui voulaient... Les plus jeunes surtout. »

Côté rwandais, à l'intérieur de leurs lignes dans la région de Byumba, les troupes FPR ont regroupé dans un village abandonné, Gishambashayo, les fuyards de la région. « Les Inkotanyi (rebelles, NDLR) nous ont fait sûre de nouveaux cadres locaux. On n'est pas maltraité, on partage nourriture et médicaments avec les combattants. Mais on n'a pas le droit d'aller travailler la terre, et les haricots pourraient bientôt manquer », dit Innocent D. Il est arrivé ici en juillet 1992, en catastrophe, sans avoir pu prévenir sa femme et ses six en-

fants, dont il est sans nouvelles depuis. « Quand même, j'aimerais bien pouvoir rentrer chez moi », lâche-t-il dans un soufre.

Les pères blancs, sans minimiser les exactions des « gouvernements », déplorent le silence entourant celles du FPR. Ils citent le cas de 80 villageois liquidés, au fusil et à l'arme blanche, au simple prétexte qu'ils voulaient récupérer leurs maisons. « Il peut y avoir des bavures. Mais nous avons une commission spéciale qui juge systématiquement les coupables », affirme le commandant Karenzi.

Il accuse, lui, les soldats gouvernementaux d'installer à dessein leurs positions tout près des camps de réfugiés. « Qu'un obus tombe dessus, et c'est un point marqué auprès des médias... » De fait, la propagande joue à plein des deux côtés. Qu'un charnier soit découvert à Ngarama, dans la zone tampon, et Kigali désigne le FPR. Lequel, conforté d'ailleurs par les « sérieux doutes » des associations rwandaises des droits de l'homme, crie à la mise en scène.

H. V.

H. V.